

PRIX : 3000 FG

Le Démocrate

N° 1100 DU MARDI 30 NOVEMBRE 2021 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATION



P.4

Durée de la transition, recensement des fonctionnaires, affaire M'mah Sylla

Les vérités de Dr Ousmane Kaba !

Installation d'un CONOR à la Féguifoot
« Je savais que cela allait arriver »
 (Ministre Béa Diallo) P.7

Agression sexuelle P.5
« Il y en a même... sur les bébés de moins d'un an »,
 dicit Dr Thierno Saidou Diallo

Circulation sanguine
Pourquoi se modifie-t-elle avec l'âge ? P.9



P.3

Affaire Kaporo rails, Kipé...
Le collectif des victimes rencontre le ministre l'Habitat

GOUÉCKÉ (N'ZÉREKORÉ)

Un féticheur et deux de ses compagnons accusés de "viol" sur 12 jeunes filles

Ces derniers temps, les cas de viols sont devenus de plus en plus fréquents. Alors que les citoyens Guinéens n'ont pas encore fini d'avaliser la pilule suite au viol collectif suivi de meurtre de M'Mah Sylla et d'une fillette de 3 ans en fin de semaine dernière à Labé, un nouveau cas défraie la chronique. Douze (12) filles coiffeuses ont été violées par un féticheur et deux de ses compagnons à Gouécké dans la région forestière.

L'inédite scène s'est déroulée vendredi dernier, dans la sous-préfecture de Gouécké, située à 42 kilomètres de la région administrative de N'Zérékoré. « Le jeudi soir, la carte mémoire du téléphone d'une des apprenties du salon où travail les victimes a disparu. Pour retrouver la carte, un jeune est venu dire à la fille qui a perdu sa carte mémoire de venir avec lui, il va lui montrer un féticheur qui démasque des voleurs. Vendredi passé, toutes les filles de ce salon qui sont au nombre de douze se sont transportées là-bas [chez le féticheur]. Arrivées sur les lieux, le jeune a établi le contact avec Salomon Haba, le soi-



disant féticheur. Il [le féticheur] a fait rentrer la cheffe dans sa maison et il a fait voir ses fétiches à la fille avant de lui dire de se déshabiller avec pour prétexte en couchant avec elle, ses fétiches trouveront celui qui a volé la carte mémoire. Comme ils étaient trois [le féticheur et ses deux complices n.d.r.], chacun d'eux a couché avec les filles. Quand ils finissent de faire leurs sales besognes avec une fille, ils la conduisent dans une autre chambre pour ne pas qu'elle alerte ses copines. C'est par cette méthode qu'ils ont réussi à violer les 12 filles », explique un proche des victimes sous

couvert de l'anonymat, à nos confrères du site Ledjely.

Poursuivant sa narration, il rassure que les présumés auteurs de ce viol ont été tous interpellés et mis à la disposition de la justice de N'zérékoré: «Le fameux féticheur nommé Salomon Haba et deux de ses complices avec lesquels ils étaient de mèche notamment, Labilé Tokpa, ont été interpellés et déposés à N'Zérékoré. A notre tour, nous sommes venus avec nos sœurs violées à la préfecture de N'Zérékoré voir les autorités sur leur cas», a-t-il laissé entendre.

AMADOU TIDIANE DIALLO

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Plusieurs officiers supérieurs nommés préfets

Le samedi 27 novembre 2021, le président de la Transition a gratifié cinq (5) officiers supérieurs au poste de préfet. Colonel Mamadi Doumbouya a également limogé trois autres préfets.

Il s'agit de :

1-préfets de Boffa: colonel Mamadou Ciré Bah matricule 17522G précédemment préfet de Koundara remplace le colonel Brahim Barry limogé

2-Préfet de Kouroussa: colonel Aboubacar Doumbouya matricule 15511G précédemment directeur général du train et garage remplace le colonel Seick Alpha Diabaté limogé;

3-Préfet de Koundara: lieutenant-colonel Abdourahmane Keita matricule 21227G précédemment en service à l'état-major de l'armée de terre remplace le colonel Mamadou Ciré Bah muté

4-Préfet de Gaoual: colonel Augustin Facinadouno matricule 17835G remplace le colonel Fassama Condé limogé

5-Préfet de Telemélé: colonel Mamadou Lamarana Diallo matricule 19943G remplace le colonel Facinadouno muté

Amadou Diallo

DIRPA

Aladji Cellou limogé et remplacé

A travers un décret lu ce lundi 29 novembre 2021 à la télévision nationale, le chef de l'État a limogé Aladji Cellou, jusque-là Directeur de l'information et des relations publiques de l'armée.

L'ancien journaliste a été remplacé par le colonel Alia Camara.

Pour rappel, Aladji Cellou a été nommé à la tête de cette direction en 2018.

Amadou Tidiane Diallo

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression : SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION

Souley Thian'guel installé dans ses fonctions de nouveau secrétaire général

Vingt-quatre heures après sa nomination, Souleymane Thianguel Bah a été officiellement installé ce jeudi 25 novembre 2021 dans ses nouvelles fonctions de Secrétaire général du ministère de l'Information et de la Communication.



Lors de la passation de service, le désormais ex secrétaire général qui a passé plus d'une décennie à ce poste, a laissé transparaître son émotion. « Ce département souffre d'une perception étonnée de sa mission qui en fait un ministère uniquement politique alors qu'il est un ministère éminemment technique. Cette perception a impacté dans le passé sur ses ressources qui ne lui ont pas permis de s'adapter aux exigences de l'environnement numérique actuel. Elle a surtout contribué à la caricaturalisation de notre presse nationale en presse publique pour le gouvernement et en presse privée pour l'opposition », souligne Mohamed Condé.

De son côté, le nouveau Secrétaire général, Souleymane Thia'nguél Bah promet d'être à la hauteur des attentes. Ce communicant et homme de culture rassure par la même occasion qu'il ne ménagera aucun effort pour la réussite

de sa mission. « Je suis à ce département pour apporter ma modeste contribution pour l'atteinte de ses objectifs. Je m'emploierai à faire rayonner ce département sous l'impulsion de madame la ministre Rose Pola Pricemou. Je sais que les défis sont nombreux mais, je ne doute pas de vos compétences, de votre personnalité et votre sens du devoir patriotique qui feront en sorte que le président de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya soit fier du choix qu'il a porté sur vous.

J'affirme mon attachement à servir avec l'ensemble de mes collègues. Je demande humblement à chacun de m'ouvrir les portes de ce département et de m'y accueillir. J'arrive dans une maison que je ne connais pas, c'est aussi le sens de votre hospitalité, de générosité, de solidarité et d'efficacité surtout que nous servirons ensemble notre pays et servirons nos concitoyens », a lancé l'ancien responsable de la communication de l'UFDG.

Amadou Tidiane Diallo

AFFAIRE KAPORO RAILS, KIPÉ...

Le collectif des victimes rencontre le ministre l'Habitat

C'est le tout premier contact entre le collectif des victimes de Kaporo rails, Kipé2 et Dimesse 2019 et le nouveau ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire. Après un tête-à-tête, le collectif a dans un communiqué, félicité le président du CNRD pour avoir dit-il, libéré le pays et porté confiance au ministre Ousmane Gaoual Diallo. Par la même occasion, les victimes rappellent au chef du département de l'Habitat leur déguerpissement sans indemnisation. A en croire le collectif, le nouveau ministre les a rassuré de son engagement à faciliter pour une compensation, mais aussi pour le transfert du dossier à la justice.



Ci-dessus ledit communiqué

Pour la première fois après la démolition de plus de 2500 maisons à Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse, une délégation du Collectif a rencontré le Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire. Ce vendredi 26 novembre 2021 dans la soirée, Monsieur Ousmane Gaoual Diallo a échangé avec cinq membres du bureau des victimes que sont : Elhadj Alpha Oumar Diallo (président), Mme Camara Makia Touré (porte-parole des femmes), Elhadj Malick Barry (chargé des relations extérieures), Thierno Souleymane Diallo (chargé de mission) et Ben Diallo du bureau des jeunes.

Les victimes ont remercié le Colonel Mamadi Doumbouya et le CNRD pour avoir libéré les guinéens le 5 septembre 2021 en mettant hors d'état de nuire le dictateur Alpha Condé. Elles ont formulé des prières pour la réussite de la transition et ont félicité

le Ministre Ousmane Gaoual Diallo qui a bénéficié de la confiance du Président de la République.

Le collectif a rappelé au Ministre les circonstances dans lesquelles près de 20.000 personnes ont été illégalement dépossédées de leurs terres par l'ancien régime sans aucun dédommagement. Le porte-parole de circonstance a exprimé le souhait de voir les nouvelles autorités rétablir les victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse dans leurs droits.

En réponse, le Ministre Ousmane Gaoual Diallo au nom du CNRD a affiché sa solidarité envers les victimes. Il a demandé en tant que facilitateur que des propositions de compensation soient adressées aux nouvelles

autorités afin qu'elles soient examinées au plus haut niveau. A défaut d'accord à « l'amiable », le Ministre s'est dit disposé à faciliter le transfert du dossier à la justice qui dira le droit en toute indépendance conformément aux vœux du Colonel Doumbouya.

Les deux parties ont promis de garder le contact pour faire évoluer le dossier dans de meilleurs délais.

Par ailleurs, le Ministre Diallo avait reçu il y a quelques jours, l'avocat des victimes Maître Alpha Yaya Dramé en séjour en Guinée.

Il y a quelques semaines c'était autour de la gouverneure de Conakry de recevoir une délégation des victimes.

Conakry le 26/11/2021

Le Collectif

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

DURÉE DE LA TRANSITION, RECENSEMENT DES FONCTIONNAIRES, AFFAIRE M'MAH SYLLA

Les vérités de Dr Ousmane Kaba !

Dans un entretien accordé à nos confrères de FIM FM le mercredi, 24 novembre 2021, Docteur Ousmane Kaba s'est exprimé sur la durée de la transition que la junte réserve exclusivement au conseil national de la transition (CNT). Pour le président du parti des démocrates et de l'espoir PADES, les membres du CNT risquent de prolonger la durée de cette transition à leur faveur. Par ailleurs Dr Ousmane Kaba évoque d'autres sujets notamment le cas de M'Mah Sylla, la jeune fille récemment décédée suite à un viol collectif qui lui a valu plusieurs opérations sans succès. Lisez !

FIM FM : Dr Ousmane Kaba comment comprenez-vous la junte qui renvoie le temps de la transition au CNT, l'organe qui tarde encore à voir le jour ?

Dr Ousmane Kaba : Je comprends bien, je crois que le souci du président c'était de ne pas tranché sur toutes les questions à son niveau, mais lorsqu'on met au niveau du CNT, il y a aussi un risque puisque les conseillers risquent de confondre la durée de la transition et la durée de leur propre mandat.

Quel rôle devrait jouer la classe politique à l'heure actuelle pour une transition bien réussie ?

Elle peut conseiller l'équipe qui dirige, pour cela il faut qu'il ait cette communication régulière entre la classe politique et l'équipe dirigeante, cela est extrêmement important. Deuxièmement, la classe politique peut faire tous les efforts à l'international pour assouplir ou retarder les éventuelles sanctions sur la Guinée parce que ce n'est pas seulement les militaires qui sont sous sanction, c'est le pays lui-même qui est sous sanction. Nous devons tous faire un effort pour éviter ces sanctions.

La junte qui a récusé l'émissaire de la CEDEAO. Quelle votre lecture ?

Je pense que ce n'est pas suffisant pour avoir un bras de fer avec la CEDEAO, parce que je crois que les dirigeants ont bien expliqué : qu'à leur avis, il n'y a pas crise de cette nature en Guinée comme au Mali. Il y a un qui a un problème d'intégrité territoriale en jeu. Mais il faut savoir déjà qu'il y a des canaux traditionnels de la CEDEAO en Guinée. Tu as toutes ces ambassades des pays de la CEDEAO, tu as aussi l'envoyé spécial de la CEDEAO. Donc elle est déjà bien représentée. Nous



devons tous travailler à ce que ces relations soient des bonnes relations. Aucun intérêt à ce qu'il y ait un bras de fer entre la CEDEAO et la Guinée.

Selon vous est-ce que les audits doivent être menés pendant la transition ?

La transition est le meilleur moment des audits puisque les dirigeants ne sont pas soumis au référendum populaire, à des votes populaires, dans presque tous les pays du monde, on profite de la transition pour faire la lutte contre l'impunité, mais aussi parce que ceci permet à la transition de se financer. Difficilement, un régime de transition peut collecter de l'argent à l'international à cause des différentes sanctions.

Troisièmement, il faut le faire pour que la Guinée puisse avoir un avenir politique puisque les ressources qui sont détournées sont tellement importantes que ce pays n'a aucune chance de financer des routes ou de construire, des écoles ou de faire des centres de santé parce que tout simplement des personnes très limitées ce

sont accaparés de toutes les ressources de l'Etat.

Alors c'est différent de la chasse aux sorcières parce que c'est toujours documenté et c'est les flux financiers qui vont déterminer les personnes qui sont impliquées.

Y a-t-il une différence entre les audits et les procédures judiciaires ?

On a tendance à mettre tout sur le dos de la justice alors qu'il y a le travail de la police. Dans les domaines financiers, la police financière ce sont les auditions, donc c'est un travail préalable qu'il faut faire avant d'aller au niveau de la justice pour le jugement. Il ne faut pas confondre les deux aspects.

La récente retraite gouvernementale était-elle opportune ?

C'est tout à fait, parce que lorsqu'on a un gouvernement en place, il est bon que les membres de ce gouvernement se parlent. Ensuite, il est bon que ce gouvernement élabore un programme d'action. Comment peuvent-ils élaborer ce programme s'ils ne se voient pas longuement ? Et ça n'a pas commencé par eux.

La dernière sortie médiatique du chef de l'Etat a laissé paraître qu'Alpha Condé doit affronter la justice. Quelle lecture faites-vous à propos ?

C'est de sa responsabilité de chef de l'Etat de faire ce qui est de mieux pour la Guinée. D'une manière générale tous ceux qui ont fait de la gestion publique sont comptables de la gestion devant le peuple de Guinée. Ceci dit, je n'ai pas d'avis particulier étant entendu que j'ai souvent travaillé avec professeur Alpha Condé qui est quand même un frère.

Quelle est votre réaction par rapport au recensement des fonctionnaires confiés aux forces de défenses et des sécurités ?

Tout recensement est une bonne chose. Qu'il s'agisse de recensement des fonctionnaires ou de recensement électoral ou bien la révision du fichier électoral. C'est pour savoir combien nous sommes, mais le problème c'est que par le passé, il y a eu beaucoup de recensement des fonctionnaires, malheureusement, dans une impunité totale.

Chaque fois qu'on fait le recensement, on nettoie le fichier ; comme il n'y a pas eu de sanction sur les dérivés qui ont eu lieu, les

mêmes pratiques reviennent vite. Et le fichier redevient tout aussi sale qu'il avait été nettoyé, voilà c'est tout un éternel recommencement.

Donc faire le recensement de la fonction publique n'est pas suffisant, lorsqu'on détecte qu'il y a eu de malversation, il faut les sanctionner sinon le nouveau fichier redeviendra tout aussi sale que le précédent, et en très peu de temps.

Mais le fait que cette opération soit confiée aux forces de défenses et des sécurités, qu'est-ce que vous pouvez dire à propos ?

Que ce soit fait par la défense ou par un autre, le résultat est le même. S'il se trouve qu'il veut utiliser les militaires à cette tâche, tant mieux.

Le cas M'Mah Sylla, ça vous dit quoi ?

De la tristesse et de l'espoir ; la tristesse parce que c'est là où mène l'impunité, même pas seulement qu'elle soit une femme, ce genre d'abus dans différent secteur de notre pays, c'est parce qu'il y a une impunité totale. Ce matin j'ai eu beaucoup d'espoir parce que j'ai vu l'indignation des Guinéens, ça m'a fait plaisir. Ça veut dire que ce pays n'a pas perdu sa capacité d'indignation. Ça veut dire que nous avons encore cette part d'humanité qui est enfuie à chacun de nous.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

Billet

Je viens de visiter une exposition portant sur la Guinée en cartes postales, deux images contrastées me montent à l'esprit : d'abord la Guinée d'hier, une terre paradisiaque habitée par des populations asservies par un régime colonial. Ensuite la Guinée d'aujourd'hui, un pays en voie de paupérisation poussée du fait des clans maffieux ses propres rejets. On n'est pas sorti de l'auberge, hélas !

Walaoulou BILIVOGUI

AGRESSION SEXUELLE

« Il y en a même... sur les bébés de moins d'un an », dixit Dr Thierno Saïdou Diallo

Les agressions sexuelles ont pris une proportion inquiétante en Guinée. Pour parler des conséquences sur la vie future d'une victime, nos confrères de Fim FM a joint par téléphone le vendredi, 26 novembre 2021, Dr Thierno Saïdou Diallo médecin légiste à l'hôpital Ignace Deen. Selon ce médecin, la plupart des victimes connaissent leurs bourreaux. C'est pourquoi il invite les parents à dénoncer et à instaurer un climat de confiance et de communication réciproque avec leurs enfants et demande également les parents à coder certaines chaînes de télévision qui sont nuisibles.

Dr Thierno Saïdou Diallo, nous parlons ce matin d'agression sexuelle. Vous qui recevez souvent les victimes pour les prises en charge, dites-nous quelle idée peut-on faire aujourd'hui de l'ampleur du phénomène en Guinée ?

L'agression sexuelle occupe une place importante aujourd'hui dans la société, c'est un phénomène qui n'est nouveau mais devient de plus en plus inquiétant de par le chiffre, de par les données, de par ce qui se passe autour de nous.

Est-ce que vous avez des chiffres qui nous permettent de nous faire une idée par rapport à l'année 2021 en cours ?

Depuis le début de cette année, nous disons que l'agression sexuelle représente environ plus de 20% de nos consultations, disons que plus de 300 cas d'agressions sexuelles ont été enregistrées au service de médecine légale depuis le début de l'année sur les mineurs, les enfants de moins de 18 ans, pas pour tous les cas. Ces victimes on les reçoit parfois dans un tableau de détresse psychologique, on reçoit aussi certaines en situation d'urgence pour lesquelles il y a une nécessité de réparer chirurgicalement les dégâts, pour certains c'est juste des soins, pour d'autres avec des grossesses non désirées qu'il faut parfois interrompre parce que ce sont des menaces, pour certaines avec des infections telle que les VIH ou les infections sexuellement transmissibles.

Est-ce qu'il y a un temps précis au cours duquel il faut se faire consulter après une agression sexuelle pour quelle raison ?

C'est fondamental, toutes les fois qu'il y ait une victime



d'agression sexuelle qu'elle vienne se consulter avant les 72 heures pour trois raisons. La première raison ; ça permet à la médecine légale de matérialiser l'infraction c'est-à-dire de noter la raison, elle est fraîche, elle n'a pas consolidé, elle n'a pas évolué. La deuxième raison : c'est la prévention de la grossesse non désirée, lorsque c'est très tôt, on peut donner ce qu'on appelle la délatrice de lendemain pour prévenir les grossesses. Le Troisième cas, c'est de dépister et de faire face aux IST.

Donc au fur et à mesure que la consultation tarde, ...mais aussi de risque infectieux sont là. L'autre aspect : c'est qu'il ne faut pas faire sa toilette intime avant de faire consulter à l'hôpital, des prélèvements peuvent conduire parfois à l'auteur. On peut prélever de spermes, de cheveux, des morceaux d'ongle cassé pour confondre l'auteur ou rechercher l'auteur.

Dites-nous docteur quelle est la catégorie de victime que vous recevez souvent en tant que médecin légiste ?

Toutes les catégories mais les jeunes filles sont les

plus victimes, les plus jeunes c'est-à-dire il y a parmi les victimes des petites filles qui ne présentent aucun caractère sexuel secondaire.

Ce sont des petites qui ont moins de 10 ans, il y en a même dans le cadre des agressions sexuelles sur les bébés de moins d'un an, c'est quelque chose qui nous amène à nous poser raisonnable la question sur la faculté mentale des auteurs, néanmoins on a quand même effectué des études sur les profils des auteurs, on s'est rendu compte que ce n'est pas une folie, il y a quelques-uns qui ont un problème de santé mentale, mais très peu on de problème de santé mentale réelle.

Qui sont généralement les auteurs de ces agressions pour vous qui êtes parfois le premier à échanger avec les victimes ou leurs familles ?

Les 80% des cas, l'auteur est connu de sa victime, c'est soit la famille, soit un voisin, en tout cas l'entourage familial, l'entourage direct. Donc, il faut que les parents fassent attention, qu'ils soient vigilants, qu'ils sensibilisent, qu'ils

communiquent avec leurs enfants, qu'ils instaurent un climat de confiance et de communication réciproque.

Quel est selon vous Docteur l'impact de la nouvelle technologie notamment le téléphone, la télévision et autres sur l'éducation des enfants ?

Je pense que c'est quelque chose à circonscrire, c'est la mondialisation, c'est le développement des outils de nouvelle

technologie de l'information et de communication. Il faut les circonscrire dans les foyers.

On ne devrait pas raisonnablement permettre à des petits enfants d'avoir accès à des androïdes sur l'internet où il y a tout. On peut apprendre comme on peut désapprendre. On peut aussi se perdre, les chaînes de télé au domicile nuisibles, il y a des chaînes vraiment qu'il faut coder.

Il y a un autre phénomène assez inquiétant dont on parle peu, c'est celui des agressions sexuelles commises sur des garçons. Est-ce que vous recevez de tels cas ?

On en parle peu, mais il y a des petits garçons

aujourd'hui qui sont victimes d'agressions sexuelles dans les foyers, le cas le plus récent qu'on a reçu, c'est un petit garçon, c'était la bonne qui abusait d'un petit garçon à la maison parce que les parents ne sont pas là. Ça aussi c'est quelque chose qu'il faut signaler, des jeunes garçons, des hommes peuvent être victimes d'agression sexuelle, mais l'inverse qui est plus fréquent, il y a plus des femmes victimes mais le cas existe. C'est un cas transversal.

Quelles conséquences peuvent avoir l'agression sexuelle sur la vie future d'une fille qui en a été victime ?

Ça peut avoir des conséquences sur la vie sexuelle et même reproductive, imaginez une fille qui a une fissure recto anale ou vivo anale. Ça a des conséquences. C'est le mépris de la société malheureusement c'est pourquoi on procède à des réparations pour que la victime qui est jeune qui grandira demain deviendra une femme, si elle est affectée aujourd'hui sa vie de couple est menacée, sa reproduction est menacée, ce sont des complications et malheureusement il faut tout prendre en charge maintenant.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

ENSEIGNEMENT

L'ANAQ accrédite 37 programmes et 11 institutions

L'Autorité Nationale d'Assurance Qualité dans l'enseignement, la formation et la recherche (ANAQ-GN) a dévoilé ce samedi, 27 novembre, dans ses locaux, les résultats provisoires des évaluations de la session 2020-2021, en présence des responsables de plusieurs universités et institutions d'enseignement supérieur.



Ces résultats provisoires concernent les évaluations pour l'accréditation des programmes et pour l'habilitation institutionnelle à délivrer des diplômes.

Selon le directeur exécutif de l'ANAQ-GN, douze (12) institutions ont soumis leur candidature pour l'évaluation d'habilitation à délivrer des diplômes et 71 programmes

ont aussi soumis leur candidature.

Après les évaluations du conseil scientifique de l'ANAQ-GN, les résultats provisoires ont été publiés.

Sur les 71 programmes évalués, 37 ont été accrédités ; 16 ont été accrédités sous réserve ; 18 programmes ont été

non accrédités et 22 programmes de standards de qualité.

Sur l'habilitation institutionnelle à délivrer des diplômes, douze (12) institutions ont soumis leur candidature pour 108 diplômes.

Finalement, onze (11) institutions ont été évaluées, neuf (09) ont été habilitées à délivrer des diplômes pour 91 diplômes ont été habilités et 33 standards de qualité.

D'après le secrétaire exécutif de l'ANAQ-GN, les résultats reflètent le niveau des programmes de formation des universités et instituts d'enseignement supérieur de la Guinée.

« Les universités ont participé de façon importante à ce processus. Le processus s'est déroulé conformément à notre manuel de procédure

d'assurance qualité. Globalement, les résultats sont ce qu'ils sont. Ils auraient dû être meilleurs mais, c'est un peu l'état de notre système d'éducation. Par rapport à ces résultats provisoires sur lesquels nous n'allons pas donner de pourcentage, nous pouvons dire qu'ils reflètent nos programmes de formation », a déclaré le professeur Kabiné Oularé, le secrétaire exécutif de l'ANAQ-GN.

Il souligne que les universités et institutions qui ne sont pas satisfaites des résultats provisoires publiés par le conseil scientifique ont jusqu'au 3 décembre (5 jours ouvrés) pour faire appel afin que ceux qui ont été brimés dans leurs droits soient rétablis.

Le recteur de l'université Victor Hugo de Conakry s'est réjoui de la publication des

résultats provisoires qui habilitent son institution à délivrer des diplômes dans 11 programmes.

« C'est vraiment une grande satisfaction de notre part. On a eu une reconnaissance au niveau des entreprises dans la mesure où tous nos diplômés en Master ont été embauchés avant même la remise des diplômes. Et on vient d'avoir aujourd'hui une reconnaissance de l'ANAQ-GN qui a fait une évaluation qui valide notre université avec un score très intéressant. L'institution a été habilitée à délivrer des diplômes pour 11 programmes », s'est réjoui Kadhra Malick Diaby, le recteur de l'Université Victor Hugo.

Les résultats définitifs de la session 2020-2021 seront publiés le 20 décembre 2021.

LE MINISTRE ABB À SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL QUI PREND FONCTION

« Nous sommes les orphelins d'un système à la traîne »

Nommé jeudi, Dr Youssouf Boundou Sylla, a pris fonction au secrétariat général du ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, vendredi 26 novembre 2021. La cérémonie d'installation a eu lieu dans l'enceinte dudit ministère à Kaloum.

Après avoir remercié les uns et les autres, Youssouf Boundou Sylla, a déclaré qu'il « mesure à sa juste valeur la confiance que monsieur le président de la République a bien voulu placer en ma modeste personne en me nommant à ce poste. En effet, depuis le 5 septembre 2021, date de prise effective de pouvoir par le CNRD, la Guinée vit au rythme d'une transition inclusive et apaisée. En ce qui me concerne, je

m'engage ici et maintenant à œuvrer sous l'autorité de monsieur le président de la République, du premier ministre, chef du gouvernement, de mon ministre et de l'ensemble de mes collaborateurs directs et indirects au rayonnement de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle dans notre pays ».

Poursuivant, il a rappelé l'importance de l'Enseignement technique et professionnel dans la lutte « contre le chômage, la construction et le développement socio-économique de notre pays. Nous sommes donc résolus à relever les défis les plus importants dans ce domaine pour répondre

aux attentes des autorités et de la population ».

Pour réussir sa mission, il dit tendre la « main à tout un chacun au sein de ce département. C'est une main tendue pour une collaboration franche, sincère et loyale, condition sine qua non pour la réussite du travail d'équipe, emprunt du professionnalisme et surtout du patriotisme pour relever les défis de la transition dans le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ».

Prenant la parole, le ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, Alpha Bacar Barry, a prévenu le nouveau secrétaire général : « la situation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle n'est pas si reluisante que l'on le croit.

Nous sommes les orphelins d'un système à la traîne dans un grand besoin de reconstitution et de refondation. Notre secteur est oublié. Il faut le mettre à la lumière pour que tout le monde puisse comprendre que la Guinée ne se construira pas sans les ouvriers de qualité, sans les enfants de qualité, sans une réinsertion socioprofessionnelle de ces enfants ».

« La Guinée ne se développera pas si nous n'avons pas une main d'œuvre qualifiée, si nous n'avons pas une force de travail capable de prendre en charge notre économie réelle, surtout la production



nationale. Nous avons des écoles sans programmes. Nous avons des écoles qui ont des programmes mais qui n'ont pas d'infrastructures, donc qui n'ont pas de salles de classe », a conclu le ministre.

INSTALLATION D'UN CONOR À LA FÉGUIFOOT**«Je savais que cela allait arriver»** (Ministre Béa Diallo)

Suite à la crise institutionnelle qui secoue la Fédération Guinéenne de Football depuis le mois de Mai dernier, la FIFA a, à travers un communiqué décidé de mettre à la tête de l'instance dirigeante du football guinéen, un Comité de Normalisation (CONOR).

Interrogé sur cette décision, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Lansana Béa Diallo a avoué ne pas être surpris de la décision de la FIFA.

« Je savais que cela allait arriver, parce que j'avais déjà été prévenu il y a quelques temps. Je pense que cela fait

très longtemps qu'on parle de ce comité de normalisation qui est arrivé aujourd'hui. Je pense que ça va nous permettre d'avoir une vraie discussion et peut-être de nous permettre d'avoir de nouvelles règles par rapport au fonctionnement de la Fédération Guinéenne de Football, pour amener notre équipe nationale aussi d'avoir une dimension quelle mérite et d'être certainement une équipe championne certainement d'Afrique parce qu'on a des potentiels individuels mais on a pas l'état d'esprit collectif », a soutenu Lansana Béa Diallo.

Selon le ministre, le CONOR sera mis en place dans les prochaines 24 ou 48 heures et ce, jusqu'au mois de juin 2022.

Mamadou Yaya Barry

RECRUTEMENT DE 1 800 EMPLOYÉS À LA SOGUIPAH**Le ministre de l'agriculture entend tirer cette affaire au clair**

Lors de son intervention dans l'émission Mirador de FIM Fm ce lundi 29 novembre, le ministre de l'agriculture et de l'élevage a affirmé avoir été informé du recrutement de 1 800 travailleurs à la SOGUIPAH, au cours de l'année dernière.

Pour le moment, le ministre Mamadou Nagnalen Barry qui ne

confirme pas cette information, entend la vérifier avant de prendre des décisions. Tout de même, il affirme ne pas comprendre, si l'information s'avérait, comment une entreprise en déficit pourrait procéder au recrutement d'un tel nombre de travailleurs au cours d'une seule année.

« Dans les livres de la

SOGUIPAH, il y a 4 500 employés. Je ne sais si c'est vrai ou pas, mais nous apprenons que 1 800 autres personnes ont été employées l'année dernière, je ne sais pas ce qui a été le motif de leur embauche étant donné que la société a été déficitaire très longtemps. On ne comprend pourquoi il y aurait 1 800 employés, peut-être que ce n'est même pas vrai », a-t-il lancé.

Mosaiqueguinee.com

Le Démocrate
Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis

VIOL ET MEURTRE D'UNE FILLETTE À LABÉ**Une dizaine de jeunes arrêtés dont deux principaux suspects** (substitut du

procureur)



Le substitut du procureur près le TPI de Labé, a tenu un point de presse dans la matinée du lundi 29 novembre 2021 au tribunal de première instance de Labé. L'objectif est d'éclairer la lanterne des citoyens sur le viol suivi de meurtre de la petite Oumou Koultoumi Diallo, survenu dans la nuit du vendredi dernier à Dianyahbé, quartier Madina dans la commune urbaine qui a conduit à l'arrestation de deux principaux suspects mais aussi de l'arrestation d'une dizaine de jeunes avec du chanvre indien dans la même localité.

« Les premiers éléments de l'enquête consignés dans le procès verbal, Mamadou Saliou Bah » principal accusé reconnaît les faits contrairement à son co-inculpé, Alpha Oumar Diallo, qui nie toute participation au crime. A l'état actuel, il y a deux personnes qui sont inculpées et qui sont présentement à la maison centrale. Ce sont des enfants âgés de 15 ans et 16 ans. Dans les mêmes circonstances, les jeunes du quartier Madina ont organisé dans la nuit du samedi 27 novembre 2021, une

patrouille au cours de laquelle une dizaine de jeunes ont été interpellés dans les lieux de vente et de consommation de chanvre indien. A ce jour, une équipe mixte composée de la police judiciaire, de la gendarmerie et de la police est entrain d'interroger les suspects qui seront déférés dans les jours qui suivent. C'est le moment pour nous de féliciter et encourager les jeunes de Madina pour la dénonciation de ces consommateurs, dans le but de mettre fin à la criminalité dans notre cité. Les 10 sont entrain d'être interrogés, on verra bien quels sont ceux qui sont réellement impliqués ou pas. Certains jeunes ont été interpellés avec des boules de chanvre indien mais une quantité importante comme dans le passé. Ce qui reste clair, c'est que ce sont quand même des gens qui se livrent à la consommation du chanvre indien », a expliqué Patrice Koman Koïvogui.

Selon le substitut du procureur près le tribunal de première instance de Labé, les deux mineurs en cours de détention ont une trentaine d'années de

Mediaguinee.com

Tribune

Déception de lauréats franco-arabes face au CNRD



Quand on parle, on a l'impression qu'on prêche dans le désert. Et quand il s'agit des compatriotes qui ont choisi un autre domaine de recherche, notamment, en langue arabe, le débat est tout de suite balayer d'un revers de main, parce que ce sont « juste » des arabisants, des imams etc.

A un moment donné, il faut qu'on nous dise la vraie orientation de la politique de l'État dans certain domaine comme celui des arabophones. Il faut absolument qu'on nous dise ce qu'on attend de nous. Si on confie le sort d'une partie de la population à une personne qui a une constipation spirituelle, la moindre des choses qu'elle fera sera de semer la confusion sur un domaine aussi prometteur qu'est l'étude en langue Arabe (toutes spécialités confondues)

Résumé le tout à une question de religion est un faux procès, très malheureusement, des personnes haut placées ont hypothéqué l'avenir d'une partie des enfants de l'école guinéenne, sans que cela ne suscite le moindre questionnement des acteurs sociopolitiques de notre pays, c'est inquiétant.

Se victimiser serait douté de la formation que tu as reçue, je suis pour qu'on

analyse le problème de l'éducation nationale dans son ensemble, sans exclusion ni discrimination. Mais si une partie de l'élite de l'école guinéenne est traînée dans la boue, on serait tenté de se demander à quoi jouent les décideurs des politiques publiques actuelles ? Car, sans s'en rendre compte, on prive le pays de futurs cadres qui pourraient défendre ses intérêts dans le monde : diplomatique, économique, financier, relation internationale ... etc.

Pourquoi ne pas donner les mêmes chances à tous les citoyens de ce pays ? Au nom de quel droit certains se permettent d'hypothéquer l'avenir d'une partie de la population ? Pourquoi ne pas initier un vrai cadre de dialogue sur les vrais enjeux des études en langue arabe ? Ou bien le problème c'est juste l'arabe et l'islam ? Ou sont les vrais interlocuteurs de l'Etat ? Vers qui se tourner quand on a des questions à poser sur ces sujets épineux ? Ceux-là qui croient que tous les arabophones sont formés pour être juste des imams ou bien ceux qui maîtrisent bien les dossiers ? Des interrogations à n'en point finir.

Concrètement, il y a quelques jours je faisais des propositions concrètes sur le

(Suite à la page 10)

ABDOULAYE KOUROUMA PRÉVIENT LE MINISTRE MORY CONDÉ

« Il y a des leaders politiques qui peuvent rendre la transition difficile »

La répartition des 15 places octroyées aux partis au sein du Conseil national de la transition (CNT) continue de faire du bruit. Abdoulaye Kourouma, leader du parti Rassemblement pour la renaissance et le développement (RRD) estime que le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation a intérêt à ne frustrer la classe politique qui a déjà déposé sa liste.

Ce député de la neuvième législature estime que le rôle de la classe politique est indispensable dans le bon déroulement de la transition.

“Je conseille au ministre Mory Condé de ne pas mettre les formations politiques crédibles sur le dos de la transition. Ce n'est pas une menace, mais il faut éviter cela. La politique au cours de la transition est censée permettre le dialogue avec le gouvernement”, indique Abdoulaye Kourouma.

Selon lui, “il y a des leaders politiques, à travers leur médiation auprès des partenaires techniques et financiers, qui peuvent faciliter la transition tout comme peuvent rendre la transition difficile. Je sais que le ministre Mory Condé est un ministre qui connaît la sphère politique nationale et internationale et sait le rôle que la classe politique peut jouer dans une transition”.



Ce leader politique souhaite que le patron du département en charge de l'Administration du territoire et de l'aménagement du territoire prenne en compte la clé de répartition des 15 places octroyées à la classe politique au CNT.

“J'espère qu'il fera tout pour prendre en compte le consensus qui s'est dégagé lors de la réunion des partis politiques qui sont censés obtenir le pouvoir un jour”, souhaite M. Kourouma.

VisionGuinee.Info

COLLÈGE ROI HASSAN II DE SIGUIRI

Plus de 3000 dossiers partis en fumée dans un incendie criminel

Plus de 3000 dossiers appartenant en majorité à des élèves, ont été réduits en cendres par un incendie d'origine criminel perpétré dans la nuit du samedi 27 novembre au dimanche 28 novembre 2021 à la direction du collège Roi Hassan II dans la préfecture de Siguiiri.

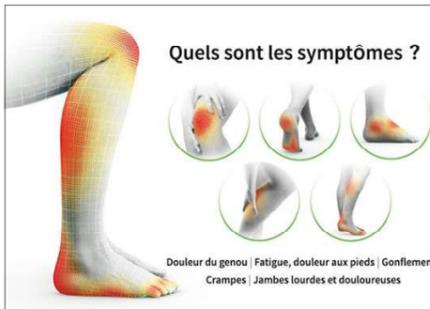
Selon un habitant de la préfecture joint par notre rédaction, parmi les dossiers consumés, figurent des diplômes, des attestations ainsi que des livrets.

Les autorités éducatives auraient promis des enquêtes pour mettre main sur les présumés auteurs en vue de les traduire en justice.

Mamadou Sagnane

Santé... Santé... Santé...

Bien-être : et si on parlait de la circulation sanguine ?



Quels sont les symptômes ?

s'exercent principalement en station debout.

Prendre soin de votre circulation sanguine au quotidien

Tous les problèmes de circulation sanguine

Les jambes lourdes, les douleurs, les crampes et les gonflements ne sont pas une fatalité. Ces symptômes, souvent révélateurs d'une mauvaise circulation sanguine, sont au contraire le signe qu'il est temps de prendre davantage soin de vous. Comment savoir si vous avez une mauvaise circulation sanguine ? Suivez le guide.

L'importance d'une bonne circulation sanguine

La circulation sanguine permet d'apporter aux organes l'oxygène et les principaux nutriments nécessaires à leurs bons fonctionnements. En d'autres termes, c'est par elle que vos organes sont nourris. En permettant la circulation du sang dans le corps, elle favorise une activité optimale de vos muscles.

Être attentif à sa circulation sanguine, c'est prendre soin de tout son corps

Vous avez probablement l'habitude de faire contrôler vos dents ou votre cœur régulièrement. Tout comme eux, votre système circulatoire mérite votre attention. Et parce qu'il vaut mieux prévenir que guérir, soyez attentif à ce que votre corps vous dit. Le mal de jambe signifie souvent des problèmes circulatoires. De nombreuses maladies chroniques comme le diabète ou l'arthrose du genou peuvent aussi être soulagées en prenant soin de votre circulation sanguine. Tout comme les douleurs occasionnées par certaines professions, qui

ne nécessitent pas un traitement médicamenteux ! La première étape est d'éviter la sédentarité. Pour les non-sportifs, une marche quotidienne est par exemple un excellent moyen d'améliorer votre circulation sanguine tout en prenant soin de tout votre corps. Des séances de thérapie circulatoire, non invasives et simples à mettre en place, sont également de précieuses alliées. Chez Revitive, des experts de la circulation sanguine vous conseillent et vous accompagnent pas à pas dans votre programme bien-être.

Topsante

Circulation sanguine : pourquoi se modifie-t-elle avec l'âge ?

Depuis quelque temps, vous ressentez des douleurs dans les jambes, des crampes et une lourdeur des membres inférieurs. Avec l'âge, il n'est pas rare que ce type de symptômes fassent leur apparition. Et si une mauvaise circulation sanguine était en cause ?

Les symptômes d'une mauvaise circulation sanguine

Savez-vous que les problèmes de circulation sanguine touchent 18 millions de personnes en France, dont 3 fois plus de femmes que d'hommes ?

Si les jambes lourdes et les douleurs sont les signes les plus connus, il existe d'autres symptômes qui doivent vous alerter.

Parmi eux, une lourdeur qui augmente avec la chaleur, des fourmillements qui s'accompagnent parfois de démangeaisons ou de picotements ou encore, de gonflements des jambes, surtout localisés au niveau des chevilles ou au-dessus des pieds.

Quel impact a l'âge sur la circulation sanguine ?

L'âge est un facteur aggravant lorsqu'on parle de problèmes de circulation sanguine.

En effet, lorsqu'on vieillit, il arrive que la paroi des veines se dégrade, ce qui entraîne une mauvaise circulation du sang. Celui-ci stagne dans les membres inférieurs, entraînant lourdeurs et douleurs dans les jambes.

La sédentarité et le surpoids, tout comme le cholestérol, peuvent aggraver ce phénomène qui devient rapidement handicapant.

La stimulation circulatoire, l'alliée d'une bonne circulation sanguine

Plus les muscles travaillent, plus l'action de compression musculaire est importante, et plus il est

facile pour les veines de pousser le sang vers le cœur.

La stimulation circulatoire issue de la technologie Oxywave® Revitive brevetée renforce les muscles des jambes et améliore la circulation pour maintenir vos jambes en bonne santé. Elle vous apporte également de nombreux bénéfices thérapeutiques pour soulager vos douleurs aux jambes et diminuer les gonflements.

Concrètement, l'électrostimulation musculaire contracte les muscles des jambes et stimule le débit sanguin dans les pieds et dans les jambes. Une technologie innovante déjà utilisée par le corps médical.

Topsante

GUINÉE

L'avocat Mohamed Traoré estime qu'Alpha est responsable du "coup d'Etat qui a renversé son régime"

L'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Guinée, Mohamed Traoré, estime qu'Alpha Condé aurait dû respecter les principes démocratiques pour éviter le coup d'Etat militaire qui a renversé son pouvoir le dimanche 5 septembre.

Cet avocat estime que l'ex président Alpha Condé a foulé aux pieds les valeurs qu'il défendait. Mohamed Traoré rappelle que les propos tenus par l'ex-opposant historique pour dénoncer les tripatouillages des constitutions et approuver les coups d'état

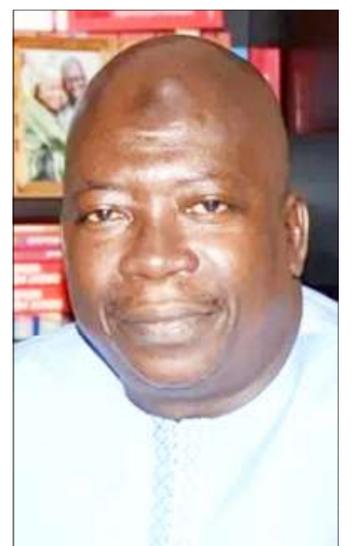
contre les dictatures.

"Lorsque des chefs d'Etat manipulent les constitutions pour se faire réélire en permanence de façon illégale, vous acceptez ça, mais ça c'est des coups d'Etat permanents. S'il y a un coup d'Etat contre une dictature, ça ouvre vers la démocratie. Donc il ne faut pas mettre tous les coups d'Etat sur le même plan", rappelle-t-il.

Cet avocat engagé dans la défense des principes démocratiques en Guinée invite les dirigeants de la CEDEAO à réécouter les propos d'Alpha Condé.

Ainsi, dit-il, "ils comprendront qu'Alpha Condé était lui-même opposé à ce qu'il appelle la manipulation des constitutions pour se faire réélire en permanence ainsi qu'aux coups d'Etat permanents et justifiait les coups d'Etat contre les dictatures".

Il estime que l'ancien chef de l'Etat est le responsable du coup d'Etat orchestré contre son pouvoir. "C'est Alpha Condé lui-même qui donne les arguments les plus pertinents en faveur du coup d'Etat qui a renversé son régime", assure



Mohamed Traoré.

Pathé BAH

Déception de lauréats franco-arabes face au CNRD

cas des arabophones :

1. Revaloriser ce secteur, nous sommes un pays foncièrement ancré dans la religion, puisque des citoyens ont opté pour ce choix il faut leur permettre de vivre ce qu'ils aiment faire de leur vie. Respecter leur choix de vie, tout simplement.

2. Construire de toute urgence un institut national de renforcement des capacités des arabophones en Guinée. Pour non seulement éliminer la barrière langue (eh oui, chez nous si tu ne parles pas le français tu n'es pas intellectuel, pourtant Obama ne parle pas un seul mot de français, enfin, je crois mais il est incontestablement intellectuel). Dans cet institut (une sorte de l'ENA) les arabophones pourraient apprendre trois domaines, l'administration, la diplomatie et le modèle guinéen du vivre ensemble et de la religion, une religion adaptée à nos réalités pour prévenir tout dérapage dans le futur, une religion du juste milieu où on utiliserait l'islam contre l'islamisme et la religion pour lutter contre l'extrémisme violent.

3. Tous les religieux et prédicateurs doivent forcément avoir un niveau d'étude exigé, par exemple un certificat de cet institut de renforcement des capacités pour exercer des fonctions de guide religieux. C'est tellement important pour un pays qui se respecte.

4. Utiliser les nombreux docteurs en droit musulman dans l'intermédiation judiciaire, pour gérer des conflits entre voisins, dans un couple, enfin gérer certains problèmes de famille. Ce qui permettrait de désengorger les tribunaux qui auront d'autres dossiers plus importants à gérer. Bon, ceci n'a rien à voir avec la laïcité ou l'islamisation du pays mais pour répondre à un besoin pressant et c'est de cette façon aussi que les choses pourraient s'améliorer. Il y a des exemples en Angleterre, en France et dans d'autres pays si ça peut rassurer les plus sceptiques.

5. Production de manuels scolaires adaptés en tenant compte de nos réalités. Si beaucoup ont l'impression d'être arabisés, c'est parce que les manuels

d'enseignements ne s'inspirent pas de nos réalités. Nos mœurs et coutumes ne sont pas prises en compte dans l'élaboration des programmes. En réalité, chaque propriétaire d'école franco-arabe (qui représente 70% de toutes les écoles en Guinée) se débrouille comme il peut. Nous avons un département au ministère dédié à l'inspection des écoles franco-arabes mais il ressemble beaucoup plus à des inspecteurs de matières spécifiques et non pas à un vrai département qui fait du travail sérieux.

6. Formation de formateurs des écoles franco-arabes. On se soucie beaucoup du sort des enfants qui ont fait des études en langue arabe, mais le travail en amont n'est pas vérifié, les formateurs. Qui se soucie de leur probité morale et leur capacité à former des guinéens de demain capables de répondre aux aspirations légitimes des citoyens ? Personne ou presque. Le responsable de l'école recrute qui il veut, comme bon lui semble, ça ressemble plus au commerce qu'à autre chose.

7. Création des nouvelles filières au département de langue à l'université. Puisque dans le subconscient collectif des guinéens, on est formé que pour être des imams, pourquoi ne pas diversifier les programmes de formation et laisser le choix aux étudiants d'étudier la médecine, les maths, les sciences... en langue arabe ? C'est quand même curieux qu'en France, dans des universités publiques, il y a des départements de langue arabe bien structurés, financés par le contribuable et qu'en Guinée on ferme carrément la porte aux lauréats des écoles franco arabes.

8. Nomination des jeunes cadres au secrétariat général des affaires religieuses.

En somme, je retiens cette phrase du Président de la République Colonel Mamadi Doumbouya : « On oubliera personne, personne ne sera marginalisé ou négligé » tient, ça tombe bien : Les arabophones, arabisants, imams, Karamoko... bref, ont besoin d'être considérés comme

des citoyens à part entière, pas juste comme des simples imams.

Ensuite, tous ceux qui ont fait les études en langue arabe n'ont pas tous fait les études Islamiques, ça veut dire qu'ils peuvent faire autre chose que d'être imam (une fonction noble qui devrait être rémunérée d'ailleurs) comme travailler en tant que diplomate dans les représentations guinéennes dans les pays à expression arabe, c'est hallucinant de voir qu'en 2021 aucune ambassade guinéenne dans les pays arabes ne possède un arabophone guinéen. La moindre des choses aussi serait de les associer à la discussion citoyenne pour la refondation de notre mère patrie la Guinée.

Vous avez dit qu'on n'oubliera personne, non ?

Vive la Guinée,
Vive le mérite,
Vive l'école guinéenne.

Nous aimons bien notre pays, donnez-nous la chance de le servir d'un amour différent du vôtre. C'est notre droit en tant que citoyen à part entière.

Dr Mohamed Bintou Keita

FLAMBÉE DE COVID-19 EN EUROPE

L'ANSS invite les guinéens à se protéger et à être vigilants

Le regain de l'épidémie de Covid-19 en Europe de l'Est et du Nord, inquiète l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) en Guinée.

Face à cette menace sanitaire, l'ANSS, à travers le chargé d'étude au département de surveillance épidémiologique Sory Condé, a appelé les guinéens à la vigilance, avant de les inviter à

coopérer et à se protéger.

C'était au cours d'un entretien avec mosaïqueguinee.com, ce mardi 23 novembre 2021.

« Le premier cas dans le monde c'était en Chine. Finalement le virus a tourné dans le monde et il est arrivé chez nous en Guinée. Donc tant qu'il y a une flambée de cas de contamination en Europe, ça veut dire qu'on doit se préparer à en avoir. On doit être vigilant même à bord des avions venant des pays très touchés par la Covid-19. C'est parce qu'il y a une période d'incubation, tu peux partager un espace restreint avec une personne contaminée qui est en période d'incubation. Ça peut être à l'aéroport ou à bord de l'avion. C'est pourquoi avec la

multiplication des cas confirmés positifs de Covid-19 en Europe il faut se protéger. Pour les cas pouvant être importés, nous invitons les populations à coopérer et à se protéger pour ne pas revenir à zéro, Il y a le commerce international, les gens voyagent en Europe. Il faut continuer à se faire vacciner », a-t-il lancé.

A noter que si 99 % des cas confirmés positifs de Covid-19 en Guinée sont d'ordre communautaire, seulement 15% des guinéens sont actuellement vaccinés, d'où le risque de se retrouver dans le schéma de départ.

Tant est inquiétante la montée en flèche de la Covid-19 en Europe.

Saidou Barry



Le Démocrate

Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis



MANO RIVER UNION UNION DU FLEUVE MANO

AVIS DE VACANCES DE POSTE

TITRE DU POSTE : Coordonnateur/Représentant Résident de l'UNION du FLEUVE MANO SOUS BUREAU-GUINEE

CATEGORIE : Professionnel.

LIEU D'AFFECTATION : CONAKRY avec des voyages fréquents dans la Sous-région.

Date de publication : 29 Novembre 2021

Date de clôture : 17 Décembre 2021

I. CONTEXTE:

L'Union du Fleuve Mano (UFM) est une Institution intergouvernementale créée le 03 octobre 1973 pour promouvoir la Paix, la Sécurité et l'intégration économique et Sociale entre les Etats membres qui sont les Républiques de Liberia, de Sierra Léone, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire.

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano est dirigé par un/une Secrétaire générale chargé (e) de la mise en œuvre des mandats de l'Union. Le Secrétariat a son siège à Freetown (Sierra Léone) avec des Bureaux de Représentation en Guinée, au Liberia et en Côte d'Ivoire.

II. ROLE ET RESPONSABILITES:

Le Coordonnateur Résident est chargé des activités opérationnelles de développement au niveau pays. Considérant que le développement, la paix, la sécurité, les droits de l'homme sont intimement liés et s'épaulent mutuellement et qu'en soit le développement est l'objectif principal et constitue un élément clé du cadre global des activités de l'Union du Fleuve Mano. Le Coordonnateur du Sous Bureau couvre effectivement les besoins, les priorités et les défis confrontés par les Etats membres sur la base de l'avantage comparatif de l'UFM et conscient du fait que les Etats membres doivent accéder et tirer profit de la gamme des mandats et des ressources de l'Union.

Le Coordonnateur Résident est le leader de l'équipe Pays de l'UFM. A ce titre, il joue un rôle primordial au niveau national en facilitant la coordination des activités de développement.

Il est le représentant désigné du Secrétariat de l'UFM en Guinée et rend compte au Secrétaire Général. Il est accrédité par lettre du Secrétaire Général adressée au gouvernement et agit comme interlocuteur principal. Il agit au nom de l'UFM avec impartialité. Le Coordonnateur Résident doit posséder les qualités de leadership et être un excellent chef d'équipe capable de représenter l'UFM dans sa globalité.

III. DESCRIPTION DES TACHES:

- Le Coordonnateur Résident veille à ce que les intérêts de l'UFM soient représentés de manière adéquate ;
- Le Coordonnateur Résident est aussi chargé d'informer le Secrétariat dans les détails, de ses démarches auprès du gouvernement, des donateurs et autres partenaires au développement ;
- Il est chargé d'apporter son appui aux activités menées à l'échelle nationale et lorsqu'une assistance est requise au niveau international ou Régional.

IV. FONCTIONS/RESULTATS ATTENDUS:

- Il coordonne les activités opérationnelles de développement de l'UFM, met en place une plateforme de coordination des activités et œuvre à la promotion du développement des capacités nationales ;
- Il dirige l'équipe pays pour l'élaboration d'un plan annuel de travail et d'initiatives ;
- Il assure le suivi de la mise en œuvre des projets de l'UFM en étroite collaboration avec le gouvernement ainsi que le développement / amendement des projets et programmes, le cas échéant pour les concorder avec le plan d'action de l'UFM ;
- Dans la mesure du possible, le Coordonnateur Résident fournira une assistance pour l'examen de la directive stratégique et les priorités de financement de l'UFM pour amener le gouvernement à s'acquitter de ses cotisations annuelles à date ;
- Le Coordonnateur Résident dirige avec efficacité la mobilisation des ressources en faveur de l'Union (y compris la promotion, la facilitation et le maintien des relations entre les membres de l'UFM et les principaux bailleurs du pays selon la nécessité), l'élaboration de rapports détaillés des fonds des partenaires, conformément aux politiques de chaque agence de financement en évitant les conflits d'intérêts éventuels relatifs aux activités de normalisation comptable des agences ;
- Il coordonne les politiques de l'UFM conformément aux mandats du gouvernement relatifs au renforcement des capacités au niveau national ;
- Il assure un leadership efficace de l'UFM en encourageant l'inclusivité dans la réalisation de la coordination requise de manière efficiente et en utilisant les compétences disponibles aux fins des besoins nationaux dans le programme de développement de l'Union ;
- Le Coordonnateur Résident apporte sa contribution à l'évaluation régulière de la performance du personnel membre de l'équipe pays, conformément à la pratique du processus d'évaluation des performances du Secrétariat de l'Union.
- Le Coordonnateur Résident appui le gouvernement pour la coordination de

l'assistance extérieure pour le développement (y compris celle du système des Nations Unies) dans le cadre des plans nationaux de développement.

- Il appui le renforcement des capacités du gouvernement dans la mobilisation, la gestion et la coordination de l'assistance extérieure par le biais des activités opérationnelles du développement au niveau pays ;
- Il facilite et appui l'harmonisation de la programmation et de la planification des activités de l'UFM avec le cycle de planification du développement national et l'usage accru des systèmes nationaux ;
- Le Coordonnateur Résident assure un plaidoyer efficace et autres valeurs, normes, principes et activités au nom de l'UFM au niveau gouvernemental le plus élevé ;
- Défend les valeurs fondamentales de l'UFM au titre de son protocole y compris le respect et la protection des droits de l'homme ;
- Renforce l'agenda de développement International dans le cadre des obligations convenues au plan international et des objectifs de développement du Millénaire (ODM) ;
- En tant qu'Administrateur désigné, il assure la coordination efficace de la sécurité du personnel de l'UFM et participe à l'équipe Inter-agence de gestion sécuritaire ;
- Encourage et appui les efforts déployés au plan national pour la réduction du risque de catastrophes ;
- En collaboration avec les organismes d'Etat concernés, assurer que la réduction des risques des désastres sont effectivement incorporés dans les processus et politiques de programmation au niveau pays ;
- Encourager le gouvernement à mettre en œuvre des mesures d'intervention y compris des plans de gestion des risques de catastrophes basés sur une évaluation à l'échelle nationale et sur une documentation existante sur les questions de catastrophes en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'UFM ;
- Déployer tous les efforts pour que les Etats membres, les organisations régionales prennent en considération les préoccupations en coordonnant les plaidoyers des organisations concernées et en utilisant selon le cas les canaux publics et ou privés.

V. COMPETENCES REQUISES:

- Analyse et prise de décision ;
- Réflexion politique et stratégies;
- Planification et organisation;
- Recherche de résultats;
- Collaboration et travail en équipe ;
- Gestion des personnes
- Plaidoyer, engagement et influence;
- Résilience;

VI. QUALIFICATIONS:

Maitrise ou post universitaire équivalent en études de développement, relations internationales, management/administration, sciences politiques, économie, sciences sociales, droit de l'Homme, droit ou études similaires (peuvent être également retenus sans maitrise, les titulaires de licence et autres diplômes académiques totalisant une somme d'expériences).

VII. EXPERIENCES:

Au moins 7 à 10 ans d'expérience acquise au niveau international (y compris 5 ans d'expérience cumulative en développement, gestion, direction d'équipe, diplomatie, règle de droit ou travail humanitaire au niveau pays), dans le développement des stratégies de prestation de services consultatifs, la coopération inter organisationnelle et internationale, la création de partenariat, la mobilisation des ressources, la gestion des programmes dans les domaines liés au développement, travailler avec les entités nationales, régionales et internationales, la gestion et la coordination des opérations d'assistance humanitaire. Une excellente connaissance des normes et standards régionaux / internationaux.

VIII. EXIGENCES LINGUISTIQUES:

Parler et écrire couramment l'Anglais et le Français sont obligatoires ; la connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies est un plus.

IX. DEPOT DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer une lettre de motivation et un CV détaillé comprenant les copies des diplômes et certificats et trois références ayant une bonne connaissance du travail du candidat à l'adresse suivante avant le 17 décembre 2021 :

Secrétaire Générale
Union du Fleuve Mano
32s Fudia Terrace, Spur Loop, Wilberforce, Freetown
SIERRA LEONE
Email : job@mru.int
Copy: fnyuma@mru.int
mdioumessy@mru.int

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable